

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"

POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N° 0160/021 CIRC/DG/DAFC

Portant autorisation de versements de la retenue de 10% et la contribution patronale de 12% au titre des droits à pension (PENSION CIVILE) prélevées les salaires de Mme YIMGA KOBOU Junie de Mme DAMBAYA Béatrice et de Mme TENGUE TCHIEKOUA Carole fonctionnaires en détachement au CIRCB mois de février 2021.

Contrôle Financier Spécialisé auprès du
C.I.R.C.B.

LE DIRECTEUR GENERAL

Contrôle Financier Spécialisé auprès du
C.I.R.C.B.

- Vu la Constitution
- Vu la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de la santé ;
- Vu la loi 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissement Publics ;
- Vu le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement ;
- Vu la résolution n°0010/2014/R/CIRCB/PCOGE du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu la circulaire N°00000242/C/MINFI du 30 Décembre 2020 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2021 ;
- Vu la Résolution n° 03/R/CIRCB/CA du 29 décembre 2020 portant adoption du budget du CIRCB pour l'exercice 2021 ;

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

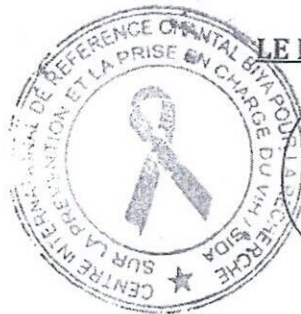
Article 1^{er} : il est autorisé le reversement des retenues sociales (PENSION CIVILE) : XAF 103.015 (Cent trois mille quinze francs CFA) à reverser au **TRESOR** pour le compte Mme YIMGA KOBOU Junie de Mme DAMBAYA Béatrice et de Mme TENGUE TCHIEKOUA Carole fonctionnaires en détachement au CIRCB. Ledit reversement sera imputé sur l'imputation budgétaire Année budgétaire 2021 sous-programme : 004 action : 05 activité : 01 article : 100000 paragraphe : 620500 «cotisations à l'Etat (Fonctionnaire en détachement)» exercice 2021.

Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Ampliations

- Secrétariat DG
- DAFC
- Contrôle Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le 7 FEB 2021



LE DIRECTEUR GENERAL

[Signature]
Prof. Ngolo Alexis

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N° 0163/2021 CIRC/DG/DAFC
 Portant autorisation de reversement des retenues sociales (CNPS + PENSION CIVILE) prélevées sur les salaires du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint du CIRCB mois de février 2021.

LE DIRECTEUR GENERAL

17 FEV. 2021

DEPENSES
VALIDÉES

Vu la Constitution

- Vu la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de la santé ;
- Vu la loi 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissements Publics ;
- Vu le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement ;
- Vu la résolution n° 0010/2014/R/CIRCB/PCOG du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu la circulaire N° 00000242/C/MINFI du 30 Décembre 2020 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2021 ;
- Vu la Résolution n° 03/R/CIRCB/CA du 29 décembre 2020 portant adoption du budget du CIRCB pour l'exercice 2021 ;

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

• **Article 1^{er}** : il est autorisé le reversement des retenues sociales (CNPS + PENSION CIVILE) : XAF 31.500 (trente un mille cinq cent francs CFA) à reverser à la CNPS pour le compte du Directeur Général Adjoint et XAF 31.757 (Trente un mille sept cent cinquante-sept francs CFA) à reverser au TRESOR pour le compte du Directeur Général. Ledit reversement sera imputé sur l'imputation budgétaire Année budgétaire 2021 sous-programme : 004 action : 05 activité : 01 article : 100000 paragraphe : 620400 «cotisation CNPS (part salariale) » exercice 2021.

Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Ampliations

- Secrétariat DG
- DAFC
- Contrôleur Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le 17 FEV 2021

**LE DIRECTEUR GENERAL**

Prof. Ngabo Alexis